



Discours du président syrien: La volonté populaire a évité à la Syrie l'holocauste prémédité par ses ennemis

Discours devant les chefs des Conseils locaux des gouvernorats syriens

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 24 février 2019

Vidéo de la Présidence syrienne

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous rencontrer dans le cadre de votre première grande réunion suite à des élections dont la simple tenue constituait l'un des principaux paris de l'État, vu qu'elles sont venues couronner une étape importante du processus de défaite du terrorisme et du rétablissement de la sécurité, confirmer la force du peuple et de l'État, prouver l'échec du pari des ennemis consistant à transformer l'État syrien en un État défaillant incapable d'assumer ses obligations constitutionnelles.

De l'administration locale prévue par la Loi 107 à la décentralisation globale voulue par les États ennemis

L'administration locale fut une expérience importante dans la mesure où elle visait à renforcer le rôle des citoyens dans la gestion de leurs affaires et à les faire participer aux prises de décisions concernant l'avenir de leur région. Comme toute expérience elle révéla des avantages et des inconvénients, mais avec le temps il est apparu que son concept avait besoin d'être développé et que sa loi avait besoin d'être amendée. D'où la publication de la Loi 107 de 2011 : un pas important destiné à en améliorer l'efficacité par davantage d'autonomie accordée aux municipalités et plus de décentralisation administrative dans la gestion des affaires sociales.

Il avait été prévu que la mise en application de la totalité des dispositions de la Loi 107 se ferait sur cinq ans. Son adoption ayant coïncidé avec le début de la guerre a totalement retardé son application et les élections. C'était là une conséquence normale du fait que nombre de régions avaient échappé au contrôle de l'État. Mais maintenant que ces élections ont eu lieu et que la situation sur le terrain s'est améliorée, nous avons une sérieuse opportunité de progression dans le cadre de l'administration locale ; progression qui se répercutera de manière positive sur tous les aspects de la vie en Syrie, à condition de bien saisir les objectifs de cette Loi.

Son objectif principal est d'atteindre l'équilibre de développement entre les régions en conférant aux « unités locales » les prérogatives nécessaires au développement de l'économie, de l'urbanisme, de la culture et des services dans leur région, avec tout ce que cela implique de contributions à l'amélioration du niveau de vie des citoyens par la création

de projets et d'emplois, en plus de services destinés à les soulager localement, notamment dans les régions reculées du pays.

Il n'est plus possible de continuer à gérer les affaires de la société et de l'État, ou de réaliser un développement équilibré, par les méthodes appliquées depuis des décennies et toujours en vigueur aujourd'hui. Ainsi, en 1971, année de l'adoption de la précédente loi relative à l'administration locale, la population syrienne était d'environ sept millions d'habitants, alors qu'en 2011, année de l'adoption de la Loi 107, le nombre de syriens résidents inscrits s'élevait à 22 millions ; d'où plus que le triplement de la population en l'espace de quatre décennies. Plus important encore, la multiplication des compétences du fait de la diffusion de l'enseignement à tous les niveaux ; ce qui signifie que les unités locales que vous représentez sont désormais plus aptes à s'acquitter de leurs missions sans s'appuyer entièrement sur les autorités centrales.

Cependant, nous devons prendre en compte la disparité des compétences scientifiques et professionnelles entre les gouvernorats comme, par exemple, entre les gouvernorats de Damas ou d'Alep et les autres, ou entre les campagnes et les villes. Une disparité qui fait que l'application de cette loi devra être progressive afin d'éviter la création d'un hiatus de développement entre les régions, ce qui est contraire à l'esprit de la Loi 107.

Lorsque vous gérez les détails du quotidien dans votre région, les institutions centrales peuvent assumer leur rôle de surveillance et se consacrer davantage aux politiques et stratégies globales plutôt que de se noyer dans les détails, comme c'est actuellement le cas. Par ailleurs, le lancement de projets de développement au niveau local pourra s'intégrer aux projets de développement stratégiques de l'État. D'où un investissement optimal des ressources financières et humaines avec une réduction des délais nécessaires au processus de développement national.

Et alors que nous connaissons tous le problème de l'imprécision des chiffres en Syrie, un point important probablement négligé par certains est que les unités locales réparties sur tout le territoire sont la meilleure source de statistiques indispensables aux autorités centrales pour une planification réaliste et mieux adaptée aux besoins des citoyens et de la nation.

D'un autre côté, la participation de la communauté locale qui identifie ses besoins et gère ses ressources, ainsi que la participation du citoyen qui surveille ses performances et éventuellement rectifie tout déséquilibre affectant son travail, renforcent le partenariat des citoyens avec les institutions étatiques, améliorent leur perception des problèmes que ces institutions peuvent rencontrer et leur confèrent la capacité de proposer des solutions pratiques au lieu de se limiter à attendre ce que le responsable leur propose.

Nous demandons toujours une solution venue du haut du sommet vers la base. Dans ce cas, la solution est censée venir du haut et de la base, laquelle pourrait parfois se révéler plus apte à proposer des solutions tactiques, les solutions stratégiques étant l'affaire de l'État. C'est ce partenariat entre le sommet et la base qui réglerait la plupart de nos problèmes, notamment dans les circonstances actuelles : celles de la guerre. Ainsi, le citoyen ne se contente plus de critiquer, mais participe et assume sa part de responsabilité nationale, ce qui développe son lien avec sa terre et sa patrie tout en développant le dialogue et l'entraide entre les différentes catégories de la société face aux défis auxquels elle est confrontée.

Nous parlons donc d'un « partenariat entre tous » aux niveaux de l'État et de la société, véritable expression de l'un des aspects les plus importants de la pratique démocratique et, en même temps, l'outil du progrès de la pensée démocratique qui ne peut se construire que sur le dialogue général et permanent en lien avec les institutions ; lesquelles transforment les paroles en actes et font de la démocratie un outil constructif, non un outil destructif comme le voudraient nos ennemis.

Ainsi, si vous reveniez aux études publiées tout au long de la guerre sur la Syrie par divers centres de pays soutenant le terrorisme et aux déclarations de nombre de leurs responsables, vous remarqueriez que leur politique syrienne s'appuie sur deux supports : premièrement, le support temporaire du soutien au terrorisme dans le but de contrôler le plus grand espace possible de la géographie syrienne ; deuxièmement, le support durable de la décentralisation globale, qui n'a rien à voir avec la Loi 107 dont nous parlons, puisqu'elle marginalise l'État, sape son autorité, le réduit à un rôle de représentation avec, pour conséquences, la réduction de la souveraineté et l'affaiblissement des concepts nationaux, le tout menant au recul de la cohésion nationale, puis à la division de la société, puis à la partition géographique de la patrie.

De l'échec de la partition géographique planifiée par les ennemis à la frustration des traîtres à la patrie

Une partition dont le schéma, comme nous le savons tous, a été planifié depuis des décennies et qui ne s'arrête pas à la frontière syrienne, mais inclut la plupart des États de cette région. Objectif qui ne peut être atteint qu'à la faveur d'une véritable division sociale, ce qui n'est pas le cas en Syrie. Si tel avait été le cas, la partition aurait pu se concrétiser au cours des premières années ou, et c'est mon avis, dès les premiers mois de la guerre. Mais il semble que nos ennemis aient l'esprit borné et ne tirent toujours pas les leçons de leurs erreurs passées, ce qui pourrait se révéler bon pour nous.

S'il est vrai que les réalités sur le terrain syrien ainsi que les réalités politiques locales et internationales n'ont cessé de changer au cours de cette guerre, deux faits sont restés inchangés : le premier est le plan hégémoniste des États occidentaux menés par les États-Unis, non seulement sur la Syrie, mais sur le monde entier; le deuxième est la ferme volonté de résistance de notre peuple.

Et maintenant que le terrorisme recule et que la sécurité revient pour des millions de Syriens libérés dans nombre de villes et villages, chaque pouce de terre libérée frustre un ennemi, chaque pouce de terre purifiée désespère un traître, un collaborateur ou un mercenaire. Pourquoi se plaignent-ils ? À les lire ou à les écouter, ils se plaignent de l'abandon de leurs parrains !

Vous les collaborateurs, je suis surpris de vous voir déçus par l'abandon de vos parrains qui n'ont fait qu'appliquer les règles du jeu avec beaucoup de précision. Dès le début vous vous êtes mis, vous-mêmes et la patrie, en vente. Je n'ai pas dit que vous aviez vendu vos principes, vous n'en avez fondamentalement pas. Vous vous êtes proposés et vous avez proposé la patrie à la vente à un moment où il y avait une forte demande sur ce genre de marchandise. Vous avez donc été achetés et vous avez touché vos récompenses mirobolantes. Mais en dépit de toutes les améliorations, rectifications et opérations cosmétiques dont vous avez bénéficiées, vous n'avez pas réussi à remplir les missions dictées par vos nouveaux propriétaires. Ils ont alors décidé de vous vendre en période de soldes, vu qu'entretiens la demande sur le marché international des esclaves avait baissé.

Ils ne trouveront probablement personne pour vous acheter même gratuitement, voire avec une grosse liasse de billets en prime. Personne ne voudra de vous.

Mais si vous avez été achetés, la patrie n'a pas été vendue. Car la patrie a de véritables propriétaires, non des voleurs. La patrie possède un peuple qui la considère comme son âme, si elle meurt, il meurt avec ; tandis que les courtiers tels que vous la considèrent comme une marchandise, si elle disparaît, ils la remplacent après en avoir touché le prix. « La patrie est telle l'âme » est une expression que vous ne pouvez pas comprendre. « La patrie est sacrée » est une expression dont le sens vous échappe, car vous n'êtes que des courtiers bon marché qui ne goûtent que l'humiliation et le déshonneur et ne méritent que le dégoût et le mépris.

Au bout de toutes ces années, ces collaborateurs avec l'étranger n'ont toujours pas saisi la règle évidente qui veut que rien n'est plus valorisant que l'appartenance au vrai peuple. Ils n'ont toujours pas compris que le peuple virtuel issu de leur imagination malade et qu'ils prétendent représenter n'existe pas. Tout comme ils n'ont pas compris que la voie qui mène vers le peuple ne passe pas par les services du renseignement de pays étrangers car elle est directe, fondée sur l'honnêteté et la clarté, non sur la trahison et l'hypocrisie.

Si je répète aujourd'hui ce que j'ai dit depuis le début de la guerre quant à l'impasse dans laquelle ils ont choisi de s'engouffrer, je réaffirme aussi que le seul moyen d'inverser leur erreur est qu'ils rejoignent la voie des réconciliations, déposent leurs armes et cessent de se mettre à la disposition des ennemis si tel est le cas. C'est parce que le peuple est grand en son cœur qu'il est capable de leur pardonner s'ils reviennent vers lui en toute sincérité. En effet, autant notre peuple est enraciné dans son Histoire, autant il regarde vers l'avenir au lieu de se tourner vers le passé, aussi amer et douloureux soit-il. La mémoire est l'affaire des événements du passé et la source de leçons à retenir, non de haines à accumuler.

Et les leçons et les expériences sont les deux éléments qui bâtissent les nations et les patries et leur donnent force et immunité. C'est parce que la Syrie est forte qu'elle a résisté. Et c'est parce qu'elle a courageusement fait face à la guerre qu'elle en sortira plus forte encore et plus solide. La meilleure preuve de cette force est venue de nos Forces armées ; lesquelles ont réussi, avec le concours des forces supplétives et le soutien des alliés, des amis et des frères, à vaincre les terroristes dans la plupart des régions du pays. Et nous savons tous que ce qui a été réalisé n'aura été possible que grâce au large soutien populaire, fondé sur la profonde conscience de notre peuple et l'unité nationale des différentes composantes de notre société.

Certains pourraient penser que les termes « soutien populaire » ne concerneraient que la majorité des citoyens présents dans les zones contrôlées par l'État, alors qu'en vérité ils concernent tout autant les citoyens retenus contre leur gré dans des zones tombées sous le contrôle des groupes armés. S'ils tentaient d'en sortir, ils risquaient de se faire tuer, ce qui n'a pas empêché certains d'entre eux de rester en contact avec nombre d'organisations gouvernementales, de transmettre des informations, de souffler des idées et d'insister constamment sur la nécessité du retour de l'Armée et des Institutions, quitte à en payer le prix.

Dans ce contexte, ce que je veux souligner est qu'il n'a été possible de protéger la patrie et d'éviter qu'elle tombe dans l'holocauste qui lui avait été préparé, sans la « volonté populaire » unifiée de toutes les franges et composantes de la société syrienne. Une vérité qui réfute le récit des ennemis toujours acharnés à démontrer que ce qui se passe en Syrie

est une guerre civile, un conflit entre groupes religieux, confessionnels ou ethniques.

Par conséquent, nous Syriens, nous savons avec certitude que la guerre a eu exclusivement lieu entre nous et le terrorisme ; que nous sommes en train de gagner ensemble, non les uns contre les autres ; que n'importe laquelle de nos victoires a été exclusivement remportée contre le terrorisme, abstraction faite de sa nationalité ; que le fait qu'un certain nombre de Syriens se soient plongés dans le terrorisme et la trahison ne signifie en aucun cas qu'ils représentent une frange de notre société, mais plutôt le côté obscur pouvant affecter n'importe quelle société, mener à la disparition des valeurs et de la morale, aux crimes, à l'extrémisme et à la corruption avec, pour résultat, la perte de l'appartenance à la patrie ; laquelle perte se trouve être le meilleur carburant utilisé par les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur pour démanteler la patrie.

De la préparation anticipée du « dossier des réfugiés » par les ennemis à l'obstruction de leur retour vers leur patrie

Les Syriens ont terriblement souffert de cette guerre. Nous n'oublions pas qu'une bonne part de cette souffrance résulte de l'exode vers l'étranger imposé par le terrorisme à des millions de citoyens, avec tout ce que cette situation comporte de difficultés, d'humiliations, de traitements inhumains des réfugiés, en plus de leur exploitation aux niveaux politique, financier et humain.

Autant l'État, ainsi que ses institutions militaires et civiles, ont tenté d'atténuer les souffrances des personnes déplacées à l'intérieur du pays et ont travaillé à les ramener dans leur ville ou village après leur libération ; autant ils ont simultanément travaillé au retour des réfugiés de l'étranger vers leur patrie, seul moyen de mettre fin à leurs souffrances. Le principal facteur ayant ralenti ce retour est, en vérité, le fait des pays concernés par « le dossier des réfugiés ».

Ce n'est plus un secret pour vous que l'un des principaux piliers du plan de guerre sur la Syrie est justement la question des réfugiés et nous savons tous que la préparation de ce dossier a commencé environ un an avant le début de la guerre, via l'installation de camps pour réfugiés dans des pays limitrophes, dans le but de préparer une situation de souffrances humaines et d'en imputer la responsabilité à l'État syrien. Évidemment, plus le nombre de réfugiés est grand, plus la condamnation de l'opinion publique internationale se renforce, plus les possibilités de sanctions sévères contre le peuple augmentent, étant donné que l'État syrien est prétendument le seul responsable de toutes ses souffrances, que ces sanctions soient compatibles ou non avec le droit international.

Ce à quoi il faut ajouter que le grand nombre de réfugiés de ces dernières années a été une source majeure de corruption exploitée au maximum par des responsables de pays souteneurs du terrorisme et d'organisations supposées acheminer l'aide humanitaire ; laquelle aide, comme nombre d'entre nous ne l'ignore plus, a fini par être livrée aux terroristes ou à certains responsables de pays d'accueil des réfugiés syriens.

Tout ce qui précède signifie que la solution de la question des réfugiés va priver ces responsables de leur argumentation politique et de leurs avantages matériels. C'est pourquoi ils restent accrochés bec et ongles au dossier des réfugiés, car la résolution de cette question plus la défaite des terroristes sur le terrain signifient l'effondrement des piliers du plan ourdi contre la Syrie. Ce qui explique que vous entendez encore, de temps à autre, les déclarations extrêmement odieuses de responsables américains, européens ou

d'autres États souteneurs du terrorisme s'opposant ouvertement au retour des réfugiés sous des prétextes absurdes et peu convaincants, subordonnés à « la solution politique » ou à des garanties politiques.

À ajouter également la propagande incessante destinée à persuader des réfugiés et des expatriés syriens, établis depuis de nombreuses années à l'étranger, qu'en cas de retour ils seront arrêtés dès leur arrivée. Nombre d'entre eux ont cru à ces rumeurs et n'ont pas osé rentrer en Syrie depuis des années, d'autres ont tenté l'aventure et n'en reviennent pas de ne pas avoir été incarcérés.

Ces mensonges ont commencé à s'estomper, tandis que nous n'avons pas cédé à la réalité qu'ils ont tenté d'imposer. En effet, l'année dernière nous avons réussi à rapatrier des dizaines de milliers de réfugiés après avoir sécurisé leurs régions. Naturellement, nous ne pouvons pas permettre aux sponsors du terrorisme de transformer leurs souffrances en une carte politique exploitée pour leur propre bénéfice. Si les réfugiés syriens sont pour eux de simples chiffres, ils sont à nos yeux une famille retrouvée et une dignité restaurée dans une histoire humaine. Par conséquent, le succès de vos missions consistant à garantir une infrastructure qui permettrait la reprise de leur vie encouragera nombre d'entre eux à revenir en Syrie.

Une fois de plus, j'appelle tous ceux qui ont quitté le pays à cause du terrorisme à rentrer pour remplir leurs devoirs nationaux et contribuer à la construction de leur pays. La patrie appartient à tous ses enfants tant qu'ils lui témoignent leur sincère attachement en leur âme, leur esprit et leur cœur, non seulement par leur identité et leur passeport. Elle appartient à celui qui y travaille dans la fidélité, non à celui qui trahit son peuple ; à celui qui la défend contre l'agression, non à celui qui conspire contre elle et la détruit.

La patrie a aujourd'hui besoin de tous ses enfants, car les défis à venir sont grands, à commencer par les soins des âmes malades qu'il faudra délivrer de la haine, de l'ignorance, du défaitisme et nourrir de valeurs, de morale et de concepts patriotes. Tout cela nécessite un dialogue national mature et à grande échelle. Il est vrai que notre conscience nationale a neutralisé la plupart des idées empoisonnées distillées par nos ennemis au cours des différentes phases de la guerre, mais le plan ennemi est toujours actif avec, à chacune de ses étapes, son poison et ses méthodes.

De l'importance du dialogue fédérateur à la nécessité d'une critique objective

Malgré toutes les réalisations militaires et politiques, certains d'entre nous continuent à tomber dans les pièges tendus par l'ennemi afin de diviser la société et nous mener vers une rapide défaite. Ceux-là ne sont pas toujours animés de mauvaises intentions, certaines de leurs idées sont a priori patriotes et d'inspiration locale, tandis que d'autres idées leur sont soufflées via les médias sociaux de l'étranger. C'est pourquoi, j'affirme que le dialogue est nécessaire à condition de distinguer entre les propositions fédératrices et celles menant à des divisions à un moment où nous avons le plus besoin d'unité pour aborder des questions essentielles.

Nous devons nous concentrer sur les points communs fédérateurs au sein de la grande diversité syrienne. Nous devons généraliser la culture de la diversité, synonyme de richesse, plutôt que la culture du rejet de l'autre propagée et exploitée par nos ennemis. Et puisque nous parlons de dialogue, j'aimerais revenir sur les discussions ayant envahi la société à différentes étapes de la crise suffocante vécue ces dernières semaines à cause des pénuries

en gaz et plusieurs autres matières premières. Un sujet qui, à mon avis, exige de commencer par discuter des évidences, lesquelles peuvent servir de base à un accord sur la méthodologie du dialogue. Dans le cas de la crise en question :

- La première de ces évidences est que les plaintes des Syriens sont justifiées par une vraie souffrance endurée par la plupart, dont probablement vous-mêmes. Une souffrance réelle, ni simulée, ni exagérée et dont les effets sont toujours perceptibles.
- La deuxième évidence est que les critiques entendues sont nécessaires en cas de défaillance ou de négligence, à condition qu'elles soient objectives.
- La troisième évidence est que le dialogue est ce qu'il y a de plus utile et de plus indispensable à toute société, à condition qu'il soit fondé sur des faits et mène à des solutions.

Dire que le dialogue doit se fonder sur les faits, non sur les émotions, ne signifie évidemment pas que nous devrions empêcher une personne qui souffre d'exprimer ses émotions. Je parle des émotions simulées par des opportunistes qui cherchent à être applaudis, admirés ou « likés » par le plus grand nombre sur les sites de réseaux sociaux. Le dialogue qui repose sur les faits permet justement de trier ceux qui simulent de ceux qui endurent de véritables souffrances. Ce n'est qu'alors que nous ferons la distinction entre le problème interne dont nous souffrons en tant que grande famille syrienne et le problème qui nous est importé de l'étranger.

Je ne suis pas ici pour attaquer les opportunistes et justifier ce qui se passe, l'opportunisme est présent dans toutes les sociétés et les opportunistes flottent à la surface dans toutes les crises et plus la crise s'aggrave, plus ils se manifestent. C'est une évidence. Je ne suis pas ici pour attaquer les ennemis dont le rôle est une autre évidence. Je ne suis pas ici pour attaquer les réseaux sociaux non plus. S'ils créent un chaos, ils ne sont que des outils dont nous déterminons, en tant qu'être humains, l'utilité ou la nuisance. Je ne suis pas ici pour nier la négligence, la corruption, le blocus ou tout autre problème dont nous souffrons effectivement. Je pense que nous sommes tous d'accord sur l'ensemble de ces sujets, mais alors : où est le problème ?

Le problème est qu'il nous arrive de mettre tous ces sujets dans le même panier et de chercher à les traiter en un seul bloc. D'où notre impossibilité à résoudre les effets de causes différentes par des solutions spécifiques. Par ailleurs, nous discutons de nos propres problèmes, mais le dialogue n'est pas nôtre. C'est le dialogue de gens de l'extérieur entrés sur la ligne. Ce qui ne veut pas dire qu'ils nous inventent des problèmes qui n'existent pas. Mais, parfois ils procèdent en dramatisant un petit problème et en minimisant un grand problème pour qu'il demeure non résolu ; d'autrefois, ils nous inventent des problèmes marginaux pour disperser notre attention. Plus grave encore est le cas où ils abordent, avec nous, les vrais problèmes en commençant par en transformer les causes.

C'est ainsi que le problème lié à la corruption devient le résultat de la négligence, tandis que le problème lié à la négligence devient le résultat du blocus, lequel serait le résultat de bien d'autres causes, tandis que le corrompu devient victime. Et c'est ainsi que nous ne voyons plus clair et que nous nous battons contre les moulins à vent. D'où plus de tensions, plus de frustrations qui perdurent et facilitent la circulation de n'importe laquelle de leurs élucubrations parmi nous.

De la guerre qui n'est toujours pas terminée à ses conséquences

Nous ne devons pas croire que la guerre est terminée comme ce fut le cas l'année dernière. Je le dis aux citoyens ainsi qu'à certains responsables. Par nature, nous aimons parfois fanfaronner en nous comportant comme si nous n'avions pas de problèmes, que la guerre est derrière nous, quand nous ne poussons pas la romance jusqu'à dire que nous sommes victorieux. Or, la guerre n'est pas terminée et nous sommes toujours engagés dans quatre types de guerre :

- la guerre militaire dont nous constatons les résultats sur le terrain grâce à l'héroïsme de nos forces armées et de tous ceux qui les soutiennent ;
- la guerre du blocus de plus en plus sévère et dont nous réussissons souvent à dépasser les obstacles ;
- la guerre de l'Internet et des sites sociaux, un domaine où nos adversaires l'emportent haut la main, le plus souvent à cause de notre imprudence dans le traitement des informations qui nous parviennent ;
- la guerre des corrompus qui dépend aussi de l'Internet.

Dire cela ne signifie pas que je justifie la négligence. Mais en parler implique de préciser, pour chacun des problèmes évoqués, à quel niveau elle se situe. Ainsi, dans le cas de la récente crise de pénurie du gaz domestique, je dis que la plus grave des négligences est venue du manque de transparence des institutions concernées, d'où l'impossibilité pour les citoyens de formuler des critiques objectives faute d'informations exactes. C'est là une négligence qui a été discutée au Parlement et dont le gouvernement a été saisi. Il n'empêche que le manque de transparence ne justifie pas de croire n'importe quelle information vicieuse, selon le principe : « Si un pervers vous apporte une nouvelle, faites en sorte de ne pas nuire à des gens par inadvertance ».

Et ce, d'autant plus que nous sommes aujourd'hui confrontés à ce qui est qualifié de Guerre de Quatrième Génération ou « Guerre de l'Information » impliquant des populations entières. D'où sur les réseaux sociaux, l'apparition de pages appartenant à de prétendus patriotes supposés tout près de vous, alors qu'elles sont publiées sur des sites localisés à l'étranger. Une fois que ces faussaires ont gagné votre confiance, ils commencent à distiller toutes sortes de rumeurs et d'informations d'ordre sécuritaire. D'ailleurs, nous vivons actuellement dans une période de « rumeurs sécuritaires » : rumeurs d'enlèvements ou d'agressions alors que personne ne porte plainte, rumeurs sur les taux de change ébranlant la confiance du citoyen en son gouvernement, etc. Des rumeurs prises en compte sans vérification aucune même lorsqu'elles concernent la santé de celui qui leur accorde un crédit injustifié.

D'où, à ce stade, une situation qui exige une extrême prudence, car du fait de leur échec via le terrorisme, puis via leurs agents syriens, ils passeront à un troisième plan consistant à créer le chaos au sein de la société syrienne. Un chaos dans lequel plongeront certains pour exhiber leur rhétorique, leur éloquence et leurs critiques au lieu de chercher des solutions. Pour ces gens là, celui qui souffre ne compte pas, alors qu'il ne peut pas s'offrir le luxe de les écouter, a besoin de soins et crie pour qu'on l'entende, tout comme le patient rendu chez un médecin n'attend ni sympathie, ni condamnation de sa maladie, mais attend un traitement.

Pour ne pas rester dans la théorie, intéressons-nous aux questions d'ordre pratique : à quoi sommes-nous effectivement confrontés ? Réponse : il nous faut faire face à la pénurie en

certaines produits, aux monopoles et aux prix. Ces trois éléments fondamentaux sont liés directement ou indirectement, le principal défi étant d'assurer la fourniture des produits manquants, laquelle pose problèmes à trois niveaux.

En effet, la fourniture des produits importés dépend au premier niveau du blocus, d'où des difficultés d'approvisionnement supérieures à l'acheminement des produits locaux, difficultés que nous arrivons à surmonter dans les deux cas, car rien n'est impossible... En revanche, la bataille du blocus est une bataille en soi, comparable aux batailles militaires. D'ailleurs au cours de ce blocus qui s'est durci ces cinq dernières années, voire plus, nous gagnons souvent et perdons parfois comme dans le cas des batailles militaires, parce que les États ennemis modifient leurs méthodes et que le tout dépend du produit importé et du contexte politique. En tout cas, c'est là une responsabilité qui incombe aux autorités centrales, lesquelles s'acquittent de leur devoir autant que faire se peut en ces circonstances.

Le deuxième niveau concerne la distribution des produits, certains gouvernorats restant complètement ou partiellement démunis. Traditionnellement, les produits locaux ou importés sont directement remis aux différents secteurs d'activité sans poser de problèmes. Mais dans les circonstances actuelles, je pense qu'il faut organiser les distributions en fonction de la consommation, laquelle est fonction du nombre d'habitants, du type d'entreprises industrielles, agricoles ou artisanales, etc. Ce mécanisme évitera les distributions arbitraires et les réclamations injustifiées. Un mécanisme que le ministère du Pétrole a déclaré vouloir adopter il y a quelques jours. Nous espérons qu'il résoudra une partie du problème.

Le troisième niveau concerne le gouvernorat en tant que tel. C'est à ce niveau que fusent toutes sortes de problèmes en rapport avec les affaires, la corruption, les atteintes aux droits d'autrui, les fraudes, etc. Là-dessus, mon opinion s'est forgée bien avant la guerre et elle pourrait vous intéresser en tant qu'administrateurs locaux. En bref, lorsque le nombre de citoyens augmente par millions, il devient impossible de se contenter d'une administration centralisée aussi honnêtes, intègres et géniaux seraient les responsables. C'est à l'administration locale de jouer pleinement son rôle en définissant les normes et les mécanismes, en s'associant avec les acteurs locaux pour régler les problèmes précités ; lesquels problèmes, mis à part les pénuries, ont toujours existé.

Lorsque nous aurons construit un tel système au cœur même de cette société, il sera plus difficile de tricher et de nuire les uns aux autres. Par conséquent, je pense qu'il est du devoir de votre institution de travailler au plus vite à vos propositions, de les transmettre aux différents gouvernorats, puis au ministère de l'Administration locale. Elles seront discutées en Conseil des ministres et vous reviendront sous forme de décrets et, éventuellement, sous forme de lois. C'est de cette façon que nous trouverons de vraies solutions à notre problème actuel qui se résume en termes d'injustice de distribution et de corruption, lesquelles reviennent au même dans ce cas précis.

Abstraction faite des circonstances actuelles de la guerre, tous les problèmes dont nous souffrons viennent du fait que nous disposons de bonnes lois mais manquons de normes et de mécanismes efficaces. Si nous ne réglons pas cette faille, soyez sûrs que les meilleures lois et les meilleurs responsables ne résoudront pas nos problèmes. Nous devons en discuter dans un esprit mature et pratique, afin que nul ne puisse dire que ce peuple héroïque qui a sacrifié ses fils, a combattu sur tous les fronts et a survécu à l'océan de mensonges et de complots, a fini par être noyé sous un peu d'eau.

De ce qui relève de la guerre à ce qui relève de notre responsabilité

Certes, c'est la souffrance qui nous pousse à rechercher des solutions, mais nous ne devons pas trahir la vérité, auquel cas nous trahirions la patrie. Et la vérité est qu'il y a d'une part une guerre, un terrorisme et un blocus ; d'autre part, de mauvais comportements, de l'égoïsme et de la corruption. Par conséquent, nous ne sommes pas responsables d'une partie de ces vérités, mais nous sommes tous responsables partiellement ou totalement de l'autre partie. C'est pourquoi la reconstruction des esprits et la réparation des âmes est le plus grand défi.

Quant à la reconstruction physique, nous l'avons très vite démarrée dans toutes les régions libérées. Chaque fois que l'Armée est entrée dans une de ces régions, elle a été suivie par les institutions étatiques qui se sont chargées de rétablir l'eau, l'électricité, les transports, les infrastructures, répondant du mieux possible aux besoins essentiels des citoyens. Les plans de construction des zones détruites ou irrégulières ont été revus et leur mise à exécution a commencé dans les gouvernorats de Damas, d'Alep et de Homs. À Damas, une partie de l'infrastructure a été mise en œuvre par le secteur public, une autre partie a été prise en charge par le secteur privé.

Mais la vérité est qu'avant la guerre, nos ennemis savaient fort bien qu'ils nous laisseraient une infrastructure détruite, tout comme ils savent aujourd'hui que nous sommes capables de la reconstruire. Le plus difficile pour nous est de reconstruire les structures mentales détruites, un problème qu'il nous faudra saisir avec beaucoup de raison, de sérieux, de sagesse et de créativité. Si nous échouons, ce sera l'occasion pour nos ennemis de revenir attaquer la Syrie à un moment donné et une génération donnée.

Il n'empêche que quand nous avancerons dans le processus de reconstruction et de reconsolidation de nous-mêmes, les événements politiques tourneront en notre faveur même s'ils sont pleins de haine et de complots, car une société solide et un État fort nous permettront de faire respecter nos principes nationaux :

- l'avenir de la Syrie est exclusivement l'affaire des Syriens ;
- les conseils et l'aide de ses amis sont les bienvenus ainsi que l'Organisation des Nations Unies tant qu'elle s'appuie sur sa Charte fondée sur la souveraineté des États ;
- la souveraineté nationale est sacrée et le fait qu'elle ait été violée par des terroristes et des agents de l'étranger à l'intérieur et par une agression étrangère de l'extérieur, ne signifie pas qu'il faille renoncer à son essence fondamentale qui implique une décision indépendante ;
- ce qui est soulevé au cours des discussions portant sur la Constitution dans le cadre du comité issu du Sommet de Sotchi est de la même veine ; la Constitution est le destin du pays et ne peut faire l'objet de concessions ou de complaisances, la moindre faiblesse dans ce sens pouvant coûter encore plus cher que la guerre.

Une guerre menée par le peuple syrien pour justement défendre son indépendance. Il serait donc absolument illogique qu'une quelconque solution politique passe par l'abandon de cette indépendance. Ce qui implique que nous ne devons pas permettre aux États hostiles d'atteindre, par le biais de leurs agents de nationalité syrienne, n'importe lequel de leurs objectifs en interférant dans la composition ou les mécanismes de travail du Comité constitutionnel, de telle sorte qu'ils leur facilitent l'obtention de ce qu'ils n'ont pu obtenir

par la guerre.

Mesdames et Messieurs,

Bien que ledit « processus politique » lancé en 2012, suite à la Conférence de Genève, n'a abouti à rien parce que les États agresseurs persistent dans leur agression et bloquent tout processus sérieux, notamment ceux de Sotchi et d'Astana, il a quand même eu un résultat positif en faisant tomber tous les masques des États souteneurs du terrorisme, qu'ils soient arabes, régionaux ou occidentaux et particulièrement les masques des agents de l'étranger de nationalité syrienne. Désormais le jeu se déroule en pleine lumière, l'exemple le plus évident et le plus odieux est probablement le débat sur la formation du « Comité constitutionnel ».

Un débat qui dure depuis l'Accord de Sotchi [17 septembre 2018 ; NdT] et un comité constitutionnel au sein duquel existe une part partageant le point de vue de l'État syrien sans le représenter. En effet, nous n'avons pas envoyé de représentants, mais nous supposons que le point de vue de l'État représente actuellement le point de vue de la plupart des Syriens ; alors que, comme vous le savez, une autre part de ce comité ne partage pas le point de vue de l'État syrien, mais partage ouvertement celui de l'État turc. Par conséquent, ses membres ne représentent ni la Syrie ni même eux-mêmes et la question est de savoir si les discussions portent sur la Constitution turque ou sur la Constitution syrienne dont les seconds ne connaissent probablement pas grand-chose. L'important est que les choses sont devenues claires et que plus personne ne nie que ce dialogue a lieu entre d'une part, des patriotes ; d'autre part, des agents de l'étranger.

Du valet de l'Amérique au valet turc et inversement

Car suite à leur échec lors des deux précédentes étapes fondées sur les terroristes et les agents de l'étranger, les ennemis qui continuent à conspirer contre la Syrie sont passés à l'activation de l'agent turc. Comme vous le savez, cela s'est passé en 2018 lorsqu'ils l'ont poussé à diriger ses forces vers le nord et l'est de la Syrie après les événements de la ville d'Afrin. Et maintenant, les menaces concernent le reste des zones nord et est du pays. Il n'empêche qu'en dépit de ses mises en scène, le Frérot Erdogan, qui cherche à se faire passer pour un faiseur d'événements, se fâche, tempête et dernièrement prévient que sa patience s'épuise, n'est en réalité qu'un petit valet chez l'Américain. Je n'ai pas pour habitude de dire des grossièretés. Nous parlons de faits.

D'ailleurs, la « zone de sécurité » sur laquelle travaille actuellement le Turc est la même zone qu'il réclamait depuis le début de la guerre. Bientôt huit ans qu'il réclame ou, plus exactement, supplie l'Américain de l'autoriser à entrer dans la région nord et la région est en Syrie. Mais l'Américain lui répondait quelque chose comme : reste à l'écart, ton tour n'est pas encore arrivé. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque, les terroristes s'acquittant convenablement des tâches prévues par les planificateurs, le rôle de la Turquie n'était pas nécessaire. Mais, après la libération d'Alep, les choses ont commencé à changer. Puis, après la libération de Deir ez-Zor et la levée du blocus, les choses sont devenues mauvaises. Et, après la libération de la Ghouta et de la campagne de Damas, de la campagne de Homs, d'une partie de la campagne de Hama, de la région sud en direction de Daraa, la situation est devenue franchement dangereuse. Il ne leur restait plus qu'Idleb et quelques régions où des groupes se battaient en faveur de l'Américain. C'est alors que le rôle du Turc est devenu nécessaire et essentiel pour rebattre les cartes.

En ce qui nous concerne, tous leurs plans n'empêcheront pas que chaque pouce de terre syrienne sera libéré et que tout occupant sera traité tel un ennemi. Ce n'est pas une opinion politique. C'est une évidence nationale qui ne souffre aucun débat. C'est une question réglée.

Notre problème ne réside pas dans leurs plans successifs, mais dans les Syriens qui ont collaboré avec les étrangers, les Occidentaux, les Américains, les Turcs. Notre problème est dans ceux qui ont offert aux Turcs les prétextes de leur ingérence précoce en Syrie.

Si nous remontions les événements, nous nous souviendrions de ces groupes d'individus apparus sous des slogans de liberté, de dignité et de démocratie, lesquels se sont transformés en groupes armés au sein de ladite « armée libre » -l'armée libre terroriste- avant d'allonger leurs barbes et de virer de bord lorsque le Front al-Nosra est né, puis de les allonger encore lorsque Daech est arrivé, pour finir par rejoindre les nouveaux groupes opérant sous les ordres de l'Américain quand il a décidé de prétendre qu'il combattait le terrorisme et que le rôle de Daech devait prendre fin.

Qu'est devenue cette liberté qu'ils n'ont cessé d'évoquer ? Il semble qu'elle ne se loge que dans le giron de l'Américain ou de l'occupant et qu'ils ne se sentent dignes que lorsque leur dignité est piétinée. Il semble aussi que leur démocratie réside dans la libre circulation des forces étrangères sur leur terre, au point que la question devient : comment se fait-il que vous vous comportez comme des lions contre les vôtres et comme de petits chats contre l'occupant étranger ? Nous, nous n'avons pas la réponse. Mais nous savons parfaitement que la majorité des Syriens présents dans les régions occupées sont pour l'État et la patrie, sont des patriotes sous le joug des groupes d'agents de l'étranger.

À ces groupes qui parient sur l'Américain, nous disons qu'il ne vous protégera pas, ni ne vous gardera dans son giron ou en son cœur. Il vous gardera dans sa poche comme monnaie d'échange en dollars, un échange déjà commencé. Si vous ne vous préparez pas à résister et à défendre votre pays, vous ne serez que des esclaves de l'Ottoman. Seul votre pays vous protégera lorsque vous rejoindrez les rangs de l'Armée arabe syrienne et que vous combattrez sous son drapeau. Lorsque nous nous tenons dans un même camp face à un même ennemi et que nous visons dans une même direction au lieu de nous viser les uns les autres, nous n'avons rien à craindre quelle que soit l'importance des menaces. Aujourd'hui, il vous appartient de déterminer ce que l'Histoire impitoyable retiendra de vous en comparaison avec vos frères syriens ; lesquels, dès les premiers jours de la guerre, ont opté pour leur pays, l'ont défendu au prix d'énormes sacrifices, ont sauvegardé sa souveraineté et ont repoussé les terroristes. Aujourd'hui, il vous appartient d'être maître sur votre terre et dans votre pays ou esclave de l'occupant.

Comme vous l'avez sans doute remarqué je n'ai pas nommé ces groupes. Mais, comme d'habitude, dans quelques heures ou quelques jours viendront les déclarations attaquant ce discours, vous saurez alors qui ils sont, vu qu'ils se trahiront eux-mêmes.

De l'hommage aux actes des Défenseurs de la patrie

Mes frères et sœurs,

Les horreurs de la guerre que nous avons vécue, chacun de nous défendant la patrie là où il se trouvait, ont profondément marqué nos âmes et nos cœurs. Seules les victoires de l'Armée sur les champs de bataille pourront en alléger les souffrances. Derrière chaque

évènement joyeux que nous vivons se tient une famille qui a perdu un être cher, pour que vivent d'autres familles, ou un blessé qui a perdu une partie de son corps, pour le salut des autres. Envers tous ceux-là, l'État et le peuple ont désormais une obligation morale et nationale de soutien par des actions et non seulement par des paroles. Plusieurs décisions ont été prises afin de leur accorder la priorité dans divers secteurs, tels que l'emploi, le logement, l'enseignement supérieur et les bourses. Des études sont en cours pour d'autres décisions en faveur d'autres priorités dans d'autres secteurs.

Partant du principe de justice qui distingue ceux qui ont rejoint l'armée de ceux qui ont fui leur devoir de défense de la patrie, il nous est impossible de les mettre sur un pied d'égalité, même dans les cas où celui qui ne s'est pas engagé bénéficie d'une dispense légale. Par conséquent, les jeunes qui ont perdu les années les plus importantes de leur vie et ont renoncé à construire leur propre avenir pour répondre à l'appel du devoir seront également prioritaires dans certains secteurs. Là aussi une série de décisions sont déjà en cours d'application.

Nous n'oublions pas nos kidnappés. Nous en avons libérés des centaines en sachant que la joie de la libération des uns ne suffit pas à soulager les familles dont les proches sont encore entre les mains des ravisseurs. Nous ne cesserons de travailler pour les libérer ou connaître leur sort. Nous n'avons jamais négligé ni ne négligerons la moindre occasion de les ramener. Nous ne manquerons pas d'exploiter toutes les occasions et tous les moyens possibles dans ce but.

Mesdames et Messieurs,

Les principales missions confiées à l'administration locale sont prometteuses, mais les défis à venir sont considérables. En effet, si les élections réussies sont l'un des indicateurs du rétablissement, le redressement et la stabilité ne seront atteints qu'après l'élimination du dernier terroriste du dernier pouce de notre territoire libéré. Certes, le terrorisme a détruit nombre de nos infrastructures nationales, mais il n'a pas détruit notre volonté. Et c'est en vous appuyant sur cette volonté populaire, source de soutien pour tout travail institutionnel, que vous réussirez. Obtenir ce soutien et réussir dans votre mission de représentants du citoyen impliquent d'une part, que vous gagniez sa confiance par votre assiduité et votre dévouement ; d'autre part, que vous le convainquiez de l'efficacité de votre institution par votre respect de la Loi, votre lutte contre la corruption et le favoritisme, votre performance dans l'exploitation optimum des ressources humaines et financières dans vos régions afin qu'elle se répercute sur son quotidien, par votre écoute attentive et votre relation amicale.

Une nation forte ne peut se satisfaire d'avoir tenu face à la guerre et de restaurer ce qui a été détruit. Elle se bat, restaure et se développe car ses enfants n'aspirent pas à revenir vers ce qu'elle fut avant la guerre, mais à ce qui la rendrait meilleure que par le passé. Telle est la conséquence naturelle de ce qu'elle a payé de plus cher par le sang de ses blessés et la vie de ses martyrs.

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite le plein succès de vos considérables missions. J'aurais aimé vous saluer un par un. Je vous prie de transmettre mes salutations à toutes les filles et fils des régions, villes et villages que vous représentez.

Que la paix et la miséricorde de Dieu vous accompagnent.

Dr Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

17/02/2019

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal

Source : Vidéo de la Présidence syrienne

https://www.youtube.com/watch?v=YekbB3gUI9I&feature=youtu.be&fbclid=IwAR2pAfDZZW AYzty6z8SgSSJ7Gh3qwPffHVTsz73maTrAm_InsZ5FGZlupc

La source originale de cet article est Vidéo de la Présidence syrienne
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), Vidéo de la Présidence syrienne, 2019

Articles Par : [DR Bachar al-Assad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca